

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 09/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROLANFER RECYCLAGE

Port Public Thionville/Illange
57270 Uckange

Références : ILLANGE_ROLANFER_2026-03-09_RAPVI-action-eau_CP_02676
Code AIOT : 0006201395

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement ROLANFER RECYCLAGE implanté Port d'Illange 57970 Illange. L'inspection a été annoncée le 13/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le contexte de l'action collective régionale 2026 sur la gestion des eaux pluviales des sites présentant des enjeux environnementaux, notamment ceux relevant des installations de tri et de transit de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROLANFER RECYCLAGE

- Port d'Illange 57970 Illange
- Code AIOT : 0006201395
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Rolanfer Recyclage est actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral n°89-AG/2-609 du 24 octobre 1989 modifié à exploiter les installations de traitement de déchets non dangereux suivantes sur le Port public de Thionville-Illange :

- une installation de broyage de déchets non dangereux non inertes (rubrique 2515) ;
- une installation de transit et traitement de déchets de métaux non dangereux (rubrique 2713).

Ces installations sont par ailleurs classées à autorisation sous les rubriques 2791 (traitement de déchets non dangereux) et 3532 (valorisation de déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Le site est notamment soumis aux prescriptions des arrêtés ministériels du :

- 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII - c de l'annexe 3	Sans objet
2	Entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Sans objet
3	Valeurs limites applicables aux rejets	Arrêté Préfectoral du 24/10/1989, article 19 modifié partiel	Sans objet
4	Mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 24/10/1989, article 20 modifié partiel	Sans objet
5	Protection contre la pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 24/10/1989, article 19 modifié partiel	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des points contrôlés n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection des installations classées (l'inspection).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII - c de l'annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, séparation des flux d'eau
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont collectés. Les eaux de procédé et les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les surfaces imperméables, sont collectées séparément par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat. Applicable d'une manière générale aux unités existantes, dans les limites des contraintes liées à la configuration du système de collecte des eaux.
Constats : Vu le plan PL3 PLAN EAUX PLUVIALES version 4 - mis à jour le 28/02/2019 : <u>Eaux pluviales :</u> Le site est imperméabilisé et organisé en pentes avec des caniveaux, des rigoles de surface et des canalisations souterraines pour collecter l'intégralité des eaux pluviales du site. Ce réseau de collecte rejoint 3 cuves tampons puis 1 séparateur d'hydrocarbures équipé d'une vanne d'isolement avant rejet dans la darse du port (Moselle). <u>Eaux sanitaires :</u> Les eaux sanitaires des bureaux et des sanitaires attenants à l'atelier sont récupérées en fosse septique en vue d'être pompées et évacuées vers un site de traitement agréé. Aucun rejet d'eau de procédé n'est généré par le site. L'inspection a constaté sur le site la conformité au plan fourni et le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des effluents
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Vu l'extrait du registre ENS49 PROCESSUS GESTION DES FERMETURES ESPACES CONFINES mentionnant le contrôle visuel annuel du niveau du séparateur d'hydrocarbures et son entretien. Vu la facture n°FA-25-03-065 d'un prestataire extérieur pour l'intervention n°6560 du 11/03/2025 pour le pompage du séparateur d'hydrocarbures et l'évacuation des déchets liquides vers un centre agréé. Vu le bordereau de suivi des déchets du 18/03/2025 pour le traitement en centre agréé.

L'inspection a constaté le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites applicables aux rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/1989, article 19 modifié partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les eaux pluviales, eaux de lavage et tous les liquides provenant des dépôts de ferrailles, de stériles et de mâchefers seront rejetés au milieu naturel après passage dans un débourbeur, séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>L'effluent devra présenter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> · température < 30°C, · pH compris entre 5,5 et 8,5, · Matières en suspension totales < 30 mg/l, · Demande Chimique en Oxygène < 120 mg/l, · Hydrocarbures totaux < 10 mg/l, · Indice phénols ≤ 0,3 mg/l, · Chrome hexavalent ≤ 0,1 mg/l, · Cyanures totaux ≤ 0,1 mg/l, · AOX ≤ 5 mg/l, (1 mg/l selon l'article 17 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 plus contraignant) · Arsenic ≤ 0,1 mg/l, (25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j selon l'article 17 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 plus contraignant) · Métaux totaux ≤ 15 mg/l, · PCB < Limite de Quantification. <p>Une mesure de concentration des PCB doit être également être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. En cas de détection de PCB, l'exploitant en avise dans les meilleurs délais l'Inspection des Installations Classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les résultats du prélèvement du 20 novembre 2025 saisis sous GIDAF :</p> <p>T° = 5,4 °C</p> <p>AOX = 0,015 mg/l</p> <p>pH = 8</p> <p>MES = 27 mg/l</p> <p>DCO = 12 mg/l</p> <p>As < 0,01 mg/l</p> <p>Cr VI < 0,005 mg/l</p> <p>Indice phénol < 0,01 mg/l</p> <p>PCB < 0,01 microg/l</p> <p>HC < 0,05 mg/l</p> <p>CT < 0,002 mg/l</p> <p>Métaux = 8 microg/l</p> <p>L'analyse des résultats de surveillance transmis ne met pas en évidence de dépassement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/1989, article 20 modifié partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi eaux pluviales
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant procède, sous sa responsabilité, à une surveillance des eaux pluviales selon une fréquence annuelle. Cette surveillance porte sur les paramètres visés à l'article 19 du présent arrêté. Les mesures sont réalisées selon les normes en vigueur par un organisme indépendant. Les résultats commentés et interprétés de ces analyses, avec proposition d'éventuelles améliorations, sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans le mois qui suit leur réception.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant a déclaré un suivi des rejets pour l'ensemble des paramètres visés à l'article 19 (constat précédent) les 26 juin et 20 novembre 2025. La fréquence de contrôle est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection contre la pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/1989, article 19 modifié partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion eaux pluviales
Prescription contrôlée : [...] Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement.
Constats : L'inspection a constaté qu'en sortie du séparateur d'hydrocarbures, le réseau de collecte des eaux pluviales dispose d'une vanne d'isolement manuelle conformément au plan PL3 PLA EAUX PLUVIALES précité (constat n°1). L'inspection a constaté que la fermeture de cette vanne est prévue : - en cas de déversement de produits polluants et/ou dangereux non maîtrisable dans la fiche réf. : IN 03 révision 2/2 du 08/08/2003 des consignes d'exploitation affichées dans le local d'exploitation à côté des ateliers et dans les bureaux ; - dans le scénario "incendie" du plan d'urgence fiche PU 04 du 23/05/2024 version 4 - 3/5. Lors de l'inspection, la vanne n'était pas manœuvrable mais l'exploitant a transmis par mail l'après-midi même des photos justifiant de la fermeture totale de la vanne d'isolement.
Type de suites proposées : Sans suite